

Université : pourquoi il faut s'inquiéter

Dans l'objectif de soutenir le Rectorat dans ses négociations avec le Conseil d'Etat, les directrices et directeurs des départements de la Faculté des lettres souhaitent exprimer en leur nom leur vive inquiétude face aux différentes mesures et projets de loi en cours touchant aux conditions de travail à l'Université et dans la fonction publique (PL 11398, PL 11594, projet de budget 2016).

S'inscrivant dans un contexte général largement défavorable à l'ensemble des sciences et en particulier aux sciences humaines, ces mesures et projets de loi auront un impact direct négatif sur la qualité de l'enseignement et de la recherche dans le domaine des lettres. Sans humanités, privées des valeurs qui leur sont associées, nos sociétés démocratiques ne pourront pas faire face aux défis qui les attendent.

L'étude et la recherche - en sciences, fondamentales ou appliquées, en histoire, en langue en littérature, mais aussi dans les arts, sont essentielles pour une compréhension fine du monde complexe dans lequel nous vivons. Elles permettent, à travers le questionnement du passé, d'apporter un éclairage indispensable sur nombre d'enjeux majeurs de notre temps, qu'il s'agisse du climat, du radicalisme religieux, des phénomènes migratoires, des rapports entre altérité et intégration, de la mondialisation, ...

Un Etat moderne a besoin d'une université forte, d'une université libre, d'une université qui ait les moyens d'interpréter la culture d'hier et d'aujourd'hui pour permettre aux citoyens d'affronter le monde de demain. Et tous les citoyens le savent : l'avenir repose dans des systèmes de formation solides. Et tous les pays du monde le savent : une université démocratique et écoutée est une université libre, ouverte, capable d'innover et de promouvoir les nouvelles classes d'âge.

Or les mesures et projets de loi sont inquiétants pour nos facultés comme pour celles de l'ensemble de l'Université : dégradation de la formation des enseignants du secondaire ; perte de la diversité des enseignements ; précarisation accrue et mise en péril de la relève académique. Elles remettent fondamentalement en question les conditions d'étude qu'assurent la disponibilité des enseignants et un système de séminaires favorisant l'échange et le développement d'un esprit critique.

Cela alors même que l'intérêt pour les lettres dans leur ensemble se manifeste régulièrement auprès d'un large public, comme l'a récemment montré le grand succès des Rencontres Histoire et Cité de Genève organisées par la Maison de l'Histoire.

Nos départements auront plus de difficultés à remplir leur mission primordiale d'ouverture vers la cité. Ils auront plus de difficultés à assurer leur position à la pointe de la recherche au moment même où il est demandé à l'Université de se développer toujours plus fortement.

Profondément préoccupés par les mesures proposées par le Conseil d'Etat, profondément préoccupés par le futur de leurs étudiants et par l'avenir de nos sociétés, les directrices et directeurs des

départements de la faculté des Lettres soutiennent le mouvement initié le 10 novembre par la fonction publique. Car, vraiment, il y a de quoi s'inquiéter.

Guillemette Bolens, Valentina Calzolari Bouvier, Olivier Collet, Philippe Collombert, Laurent Gajo, Ulrich Mosch, Martin Rueff, Ur Schlonsky, Matthias Schulz, Pierre-François Souyri Marcel Weber, directrices et directeurs des départements de la Faculté des Lettres de l'Université de Genève